

## Déclaration conjointe

**Euro-Med et le Réseau Syrien appellent le Conseil de sécurité à prendre une position décisive pour sauver la Ghouta orientale**

**SNHR**

SYRIAN NETWORK FOR HUMAN RIGHTS

الشبكة السورية لحقوق الإنسان

Lundi, Mars 12, 2018



Euro-Med Monitor  
FOR HUMAN RIGHTS  
الأورومتوسطي لحقوق الإنسان

The Syrian Network for Human Rights (SNHR), founded in June 2011, is a non-governmental, independent group that is considered a primary source for the OHCHR on all death toll-related analyses in Syria.



Genève- L'Observatoire Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme et le Réseau Syrien des Droits de l'Homme ont condamné les massacres commis contre des civils non armés dans les villes et les villages de Ghouta dans la campagne de Damas, en dépit de la Résolution 2401 du Conseil de sécurité des Nations unies, publié le 24 Février de cette année, qui a réclamé un cessez le feu immédiat pour une période de 30 jours et l'ouverture des couloirs permettant la facilitation du travail humanitaire et apportant l'assistance nécessaire aux personnes assiégées et affectées dans la région.

L'Observatoire Euro-Méditerranéen (Genève) et le Réseau syrien (Londres) ont déclaré que les forces du régime syrien en collaboration avec les forces russes ont commis depuis le 24 Février, 2018 (résolution du Conseil de sécurité) et jusqu'à hier soir, des dizaines de massacres et d'homicides illégaux. Les deux organisations ont indiqué que les forces du régime syrien ont intensifié au cours des dix derniers jours les bombardements sur la ville Ghouta utilisant des armes incendiaires et des armes chimiques. Les hélicoptères du régime ont jeté au moins 172 barils d'explosifs, avec une augmentation marquée des attaques, dans une référence claire et explicite à ignorer et à ne pas tenir compte des décisions prises par le Conseil de sécurité.

Les deux organisations ont documenté la mort d'au moins 524 civils, dont 83 enfants, 55 femmes, 3 membres du personnel médical et 5 membres de la protection civile, tandis qu'au moins 20 massacres contre les civils ont été signalés.

Les deux organisations ont noté que les attaques ont également touché les centres vitaux, avec au moins neuf incidents d'agression, dans la ville de Ghouta.

Selon le porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé, Tariq Yasarovich, environ 1.000 personnes ont besoin d'une évacuation médicale, dont environ 700 personnes ont un besoin urgent de traitement, cependant le siège imposé à la ville les empêche. **“Depuis décembre dernier, seuls 29 patients et blessés ont été évacués par le Croissant-Rouge syrien de l'est de la ghouta pour y être soignés”**, a déclaré le porte-parole de l'OMS.



**“La situation est insupportable et la trêve du Conseil de sécurité doit être immédiatement respectée”,** a déclaré Karl van Oostrom, le délégué des Pays-Bas auprès des Nations Unies, en faisant référence à la situation désastreuse dans la ville orientale de Ghouta. **“Le 12 mars, le Conseil de sécurité tiendra une session privée au cours de laquelle il entendra le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, sur la mise en œuvre de la résolution précédente du Conseil de sécurité sur la Convention d’armistice dans la ville d’Al Ghouta.”**

Il est également notable que le Conseil des droits de l’homme de l’ONU ait appelé la Commission internationale indépendante à enquêter sur les violations commises en Syrie, dans une session tenue il y a une semaine, de mener une enquête spéciale sur les crimes commis dans l’est de la Ghouta orientale ces derniers jours afin de s’assurer que les responsables des violations soient traduits en justice.

De son côté, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l’homme, “Zeid Raad al-Husseini” a déclaré, dans son examen de son rapport annuel lors d’une session du Conseil des droits de l’homme à Genève, que les attaques aveugles et brutales contre des civils dans l’est de la Ghouta ne peuvent être justifiées, soulignant que les prétentions du régime syrien qu’il prend des précautions pour protéger les civils sont “ridicules”, marquant la nécessité de renvoyer le dossier syrien devant la Cour pénale internationale.

L’Observatoire Euro-Méditerranéen et le Réseau syrien ont appelé le Conseil de sécurité des droits de l’homme, à l’occasion de la réunion qui aura lieu aujourd’hui sur la mise en œuvre de la résolution de la trêve, qui a été adoptée le 24 du mois dernier, à prendre des mesures décisives pour stabiliser la trêve, à cesser les combats dans la ville pour évacuer les blessés et les malades, à fournir l’assistance nécessaire aux personnes touchées par le siège imposé à la ville depuis plus de 5 ans, et à punir les auteurs de ces massacres et les traduire en justice.





@snhr



Info@sn4hr.org

www.sn4hr.org

